



COMMUNE DE VAGNEY

APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE

MARCHE PUBLIC D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
THERMIQUES BOIS GAZ

Mairie de Vagney
12, place Paul Caritey
88120 VAGNEY

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

n° MAOO-SERV-01-2020

Objet de la consultation :

Marché Public d'exploitation des installations thermiques bois gaz de la Commune de VAGNEY

Pouvoir Adjudicateur :

Mairie de Vagney
12, place Paul Caritey
88120 VAGNEY

Personne signataire du marché :

Monsieur Didier HOUOT, en qualité de Maire

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS	3
ARTICLE 2 - LIMITES DE PRESTATIONS	3
ARTICLE 3 - LOCAUX MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS COMMUNES	5
ARTICLE 5 - DONNEES ET PARAMETRES CONTRACTUELS DE BASE.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS CONTRACTUELLES A ASSURER	6
ARTICLE 7 - NATURE DU COMBUSTIBLE ET DE LA FOURNITURE D'ENERGIE	8
ARTICLE 8 - PRESTATIONS DE CONDUITE, SURVEILLANCE ET ENTRETIEN COURANT	10
ARTICLE 9 - PRESTATIONS DE GARANTIE TOTALE.....	16
ARTICLE 10 – PRESTATIONS « LEGIONNELOSE »	18
ARTICLE 12 – TELESURVEILLANCE/TELEGESTION	20
Annexe 1 Inventaire du matériel	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 2 Procès Verbal de Prise en Charge.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 3 Consommations d'énergies	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

Les installations concernées par le présent Marché sont constituées de la chaufferie Biomasse de la commune de Vagney, du réseau de chaleur et des sous-stations :

- la production thermique,
- réseau de chaleur,
- les sous-stations de chauffage,
- les installations intérieures de chauffage pour les bâtiments municipaux,
- les installations de production et de distribution d'eau chaude sanitaire,
- Les installations de distribution,
- Les installations de traitement d'eau chaude sanitaire et d'eau du réseau de chauffage,
- les sous-stations de ventilation,
- les pompes et canalisations relatives aux divers ensembles mentionnés ci-dessus, y compris le réseau primaire alimentant les diverses sous-stations,
- les armoires électriques relatives aux divers ensembles mentionnés ci-dessus,
- les installations de télégestion/télésurveillance existantes ou installées par le Titulaire

La liste des matériels relatifs à l'ensemble de ces installations est indiquée en annexe 1 du présent CCTP.

Cette description ne pourra être considérée comme exhaustive par le TITULAIRE qui est tenu de se rendre sur place pour compléter éventuellement les renseignements portés à sa connaissance au cours de la visite obligatoire, puis s'il est retenu afin de procéder au procès-verbal de prise en charge.

ARTICLE 2 - LIMITES DE PRESTATIONS

Les limites de prestations relatives aux installations concernées par le présent marché sont les suivantes :

2.1 *Installations thermiques et eau chaude sanitaire*

2.1.1 Toutes les installations thermiques sont à entretenir dans le cadre du poste P2, jusqu'aux branchements des canalisations de vidange, sur les canalisations d'évacuation ou d'assainissement et le disconnecteur pour l'alimentation en eau (limites "aval") soit l'intégralité des installations thermiques primaires, secondaires et leurs auxiliaires y compris les stockages et alimentation en combustible bois.

2.1.2 L'ensemble des installations d'eau chaude sanitaire production et distribution jusqu'aux points de puisage exclus sont à entretenir dans le cadre du poste P2

2.1.3 L'ensemble des pompes de relevage sont à entretenir dans le cadre du poste P2.

2.1.4 Dans le cadre du poste P3 garantie totale, les limites sont les mêmes que celles du poste P2, à l'exception des radiateurs et des robinets de radiateur.

Nota : Les installations primaires s'entendent jusqu'aux brides aval de l'échangeur. Au-delà de cette limite les installations sont dites secondaires.

2.2 Installations ventilation et climatisation :

2.2.1 Les limites "amont" des installations aérauliques à exploiter sont :

- les grilles de prise d'air extérieur pour les groupes de traitement branchés directement sur ces grilles (comprises) ;
- les plénums et carnaux maçonnés de prise d'air extérieur pour les groupes de traitement alimentés par ces plénums et carnaux (ceux-ci étant non compris) ;
- l'organe de fermeture et d'ouverture du circuit électrique d'alimentation de chaque local technique (sur l'armoire électrique de la sous-station, en principe à la porte de celui-ci) et à proximité des appareils isolés, cet organe compris ;
- les barrettes de mise à la terre (comprises).

2.2.2 Les limites "aval" des installations aérauliques à exploiter sont :

- les bouches de soufflage et de reprise (bouches comprises) ;
- les grilles d'éjection d'air à l'extérieur et leur grillage éventuel de protection pour les ventilateurs d'extraction branchés directement sur ces grilles (comprises) ;
- les plénums et carnaux maçonnés de rejet d'air à l'extérieur pour les ventilateurs d'extraction refoulant par l'intermédiaire de ces plénums et carnaux (ceux-ci n'étant pas compris).

2.2.3 Toutes les installations de ventilation sont à entretenir dans le cadre du poste P2, y compris le nettoyage des grilles extérieures, plénums et carnaux. En ce qui concerne les grilles et bouches intérieures aux locaux traités, le démontage, le nettoyage, le remontage et le réglage, de ces dernières, sont à assurer par le TITULAIRE, une fois par an.

Sur demande, Le TITULAIRE réalisera les mesures de débit.

2.2.4 Dans le cadre du poste P3 garantie totale, les limites sont les mêmes que celles du poste P2, à l'exception des plénums et carnaux non compris.

2.4 Légionellose :

Le Titulaire assure les prestations selon l'article 10 du présent C.C.T.P., pour limiter le risque Légionellose.

ARTICLE 3 - LOCAUX MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

3.1 Les locaux mis à disposition du TITULAIRE par la PERSONNE PUBLIQUE à titre gratuit, pendant toute la durée du Marché sont :

- la chaufferie et ses annexes,
- les installations de ventilation,
- les installations de traitement d'eau,
- les stockages extérieurs de combustible (bois...) ;
- les galeries techniques, réseau enterré et caniveaux empruntés par les canalisations concernées par le présent Marché ;
- les sous-stations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire ;
- les sous-stations de traitement d'air (ventilation et extraction)

3.2 La PERSONNE PUBLIQUE facilitera le libre accès du TITULAIRE à l'ensemble de rétablissement aux fins des contrôles, réglages et entretiens des installations dont il a la charge.

Le personnel du TITULAIRE s'adressera, si nécessaire, au personnel de la commune pour pénétrer dans certains locaux.

3.3 La mise en peinture des locaux techniques mis à disposition, les sols, murs et tuyauteries sont à la charge du TITULAIRE. Celui-ci devra faire les retouches chaque fois que nécessaire.

3.4 Le nettoyage des locaux mis à sa disposition est à la charge du TITULAIRE.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS COMMUNES

En complément du CCTG, il est précisé :

- que tout changement modifiant les conditions du Marché feront l'objet d'un avenant ;
- que si, au cours de la période de validité du Marché, ses conditions financières et/ou techniques se trouvaient bouleversées par des contraintes administratives, réglementaires ou économiques, les parties recherchaient en commun les mesures propres à rétablir, par avenant, l'équilibre contractuel.
- Il en sera ainsi notamment en cas de disparition ou contingentement des combustibles utilisés. Les dépenses éventuelles découlant de modifications de matériel resteront à la charge de la PERSONNE PUBLIQUE.
- qu'en tout état de cause, les mesures propres à éviter une interruption du service seront prises en commun.

ARTICLE 5 - DONNEES ET PARAMETRES CONTRACTUELS DE BASE**5.1 Réglementation :**

- Celle en vigueur à la date d'établissement des prix, soit le 1^{er} octobre 2020.

5.2 Conditions extérieures:

- Température :
 - Hiver -15°C
 - Eté +30°C
- Hygrométrie :
 - Hiver 90 %
 - Eté 40 %

Le TITULAIRE est tenu d'assurer ses prestations dans les limites des conditions fixées ci-dessus.

Si les conditions étaient dépassées, il lui appartiendra d'assurer le meilleur fonctionnement compatible avec les installations mises à sa disposition et la sécurité des biens et personnes.

Le TITULAIRE aura pour mission le réglage des systèmes de régulation pour obtenir les conditions intérieures précisées à l'article 6 ci-après et procédera aux réajustements autant qu'il sera nécessaire. Au titre de la conduite, le TITULAIRE effectuera un relevé de température dans l'ensemble des bâtiments concernés deux fois par an.

ARTICLE 6 - CONDITIONS CONTRACTUELLES A ASSURER**6.1 Traitement des ambiances :**

Les températures intérieures à assurer par le TITULAIRE ont des valeurs suivantes :

- Locaux administratifs : + 20° C,

- Ecole maternelle : + 21°C,
- Ecole primaire : + 20°C,
- Garderie + logements : +21°C.
- Salle polyvalente : suivant planning adressé par la Personne Publique

Un réduct sera fait de 5° suivant un planning communiqué par la commune lors de la première réunion, comprenant également les périodes sans occupation des autres abonnés à la chaufferie. Le TITULAIRE devra s'assurer d'avoir reçu les consignes avant le démarrage de la saison de chauffe. Une mise en réduct plus importante peut être faite en cas de vacances prolongées des locaux avec l'accord de la PERSONNE PUBLIQUE.

La tolérance admise est de -0°C / +1° C, les conditions s'entendant pour des locaux clos et valeurs mesurées au centre de la pièce à 1,50 m du sol.

Sur demande des responsables utilisateurs, et après accord de la PERSONNE PUBLIQUE, ces valeurs pourront être relevées à concurrence de la possibilité des installations. Les redevances seront revues en conséquence.

Sur demande des responsables utilisateurs, et après accord de la PERSONNE PUBLIQUE, les plannings pourront être revus. Les redevances seront revues si les modifications ont un impact sur le poste énergie.

6.2 Eau chaude sanitaire :

Température de production et d'accumulation :

- pour les usages sanitaires 60°C
- pour les usages courants de cuisine 65°C

La température d'eau froide est admise égale à + 10° C et les tolérances seront de ± 3° C

6.3 Rendement de la Chaudière Bois :

Le rendement contractuel de la production à partir des chaudières bois « Rbois contractuel » est défini à l'acte d'engagement.

Il sera calculé par division de la chaleur sortie chaudière mesurée en MWh au compteur de chaleur, par l'énergie entrée chaudière en MWh PCI.

La valeur du rendement sera un nombre entier et arrondi à la valeur supérieure.

6.4 Mixité Bois/ Gaz :

Le TITULAIRE devra garantir une mixité minimale Bois-énergie/Gaz Naturel de « M objectif » défini à l'acte d'engagement.

La valeur de la mixité sera un nombre entier et arrondi à la valeur supérieure.

6.5 Pertes réseau :

Le TITULAIRE devra garantir une perte maximale du réseau « R objectif » définie à l'acte d'engagement.

La valeur des pertes réseau sera un nombre entier et arrondi à la valeur supérieure.

ARTICLE 7 - NATURE DU COMBUSTIBLE ET DE LA FOURNITURE D'ENERGIE

Pour la PERSONNE PUBLIQUE, les combustibles utilisés sont le bois et le gaz.

La fourniture de Gaz Naturel est assurée par le TITULAIRE dans le cadre du poste P1 MC gaz.

La fourniture de bois est assurée par le TITULAIRE dans le cadre du poste P1 MC bois, défini par un prix au MWh « sortie chaufferie » et facturée suivant les quantités réelles au compteur de MWh.

Le TITULAIRE est responsable de la qualité du bois livré, qui devra être adaptée aux contraintes des chaudières, notamment concernant le taux d'humidité et la granulométrie :

	Combustible de référence	Combustible admissible
<i>Nature</i>	Plaquettes de bois	Plaquettes forestières, de scieries et bocagères
<i>Humidité sur masse brute</i>	M45 / (Humidité = 40%)	M20 - M50 I (Humidité de 25 à 45%, suivant options)
<i>PCI sur masse brute</i>	Q2.5 / (2500 kWh/t) Q2.2	Q2.2 - Q3.9 / (2200 à 3900 kWh/t)
<i>Masse volumique apparente</i>	BD250 - (250 kg/m ³)	BD200 - BD350 / (200 kg/m ³ =< M. Vol. =< 350 kg/m ³)
<i>Taux cendres sur sec</i>	A2.0 / (Taux cendres =< 2%)	A5.0 - (Taux maximum cendres =< 5%) TX2_CENDRES_MOY
<i>Taux de fines</i>	F05 - (Taux maximum fines =< 5%) - (Fines = Taille =< 3,15 mm)	

<i>Taux d'azote</i>	N0.5 - (Taux azote =<. 0,5%)
<i>Taux de soufre</i>	S0.05 - (Taux soufre =< 0,05%)
<i>Taux de chlore</i>	C10.03 - (Taux chlore =< 0,03%)
<i>T° fusibilité des cendres</i>	> 1100 °C
<i>Classe granulométrique</i>	P16A

La livraison sera validée uniquement lors de la présence :

- d'un bon de livraison complété
- des mesures de PCI

Contestation :

Les analyses d'humidité sont à la charge du TITULAIRE. Une vérification du taux d'humidité devra être réalisée à chaque livraison par le TITULAIRE pour valider le taux indiqué par le fournisseur.

Le PRESTATAIRE assure la gestion du stock et les demandes de livraison pour assurer une continuité de fourniture à partir de l'installation bois-énergie.

Sauf accord particulier, la plage horaire de livraison sera de 9h à 11h et de 16h à 18h.

Le combustible est livré par le TITULAIRE à l'aide de véhicules adaptés aux conditions d'accès du site et assurant une parfaite sécurité.

Les opérations de déchargement sont assurées par le TITULAIRE à ses risques et périls et sous sa responsabilité. A ce titre, le TITULAIRE rédigera un protocole de déchargement.

Le combustible est stocké aux risques et périls du TITULAIRE.

Conditions de stockage

Le combustible est stocké dans un silo enterré de 100 m3 à l'abri de l'humidité.

Accès au silo

Pour assurer la sécurité des occupants du site et du voisinage, l'accès au silo sera protégé. Le livreur s'engage à assurer la sécurité pendant la livraison et à refermer la porte coulissante et les accès immédiatement à la fin de la livraison.

Contrôle et enregistrement des livraisons

A chaque livraison, le TITULAIRE laissera disponible un bon de livraison à entête du PRESTATAIRE indiquant :

- La référence du bon de commande à livraison
- La date de livraison
- La quantité livrée
- La référence du véhicule transporteur

- Le taux d'humidité moyen de la livraison ainsi que son PCI.

Au minimum deux fois par saison, le TITULAIRE prélèvera un échantillon représentatif d'une livraison et fera faire une analyse par un laboratoire agréé indépendant. Le résultat sera comparé à la valeur mesurée par l'appareil du TITULAIRE. En cas d'écart, l'appareil sera réétalonné sans délai. Les rapports seront transmis sous un délai d'une semaine maximale à la PERSONNE PUBLIQUE.

Si le combustible livré ne correspond pas aux conditions nominales, le TITULAIRE procédera à l'enlèvement des produits non conformes à ses frais.

La PERSONNE PUBLIQUE se réserve le droit de contrôler la présence et le contenu des bons de livraison et d'en vérifier l'exactitude à tout moment.

Propreté du site :

Le livreur devra respecter la propreté du site. Tout renversement ou dépôt en dehors du silo devra être nettoyé avant le départ du livreur.

ARTICLE 8 - PRESTATIONS DE CONDUITE, SURVEILLANCE ET ENTRETIEN COURANT

- 8.1 En ce qui concerne la conduite, la surveillance et l'entretien courant des installations confiées à ses soins, le TITULAIRE s'engage à fournir le personnel nécessaire dont la qualification sera adaptée aux matériels concernés, faute de quoi la PERSONNE PUBLIQUE pourra exiger son remplacement. La prestation doit être assurée 24 heures sur 24 et 365 jours par an.

Il appartient au TITULAIRE d'organiser sa prestation, étant entendu qu'il s'engage à intervenir dans un **délai maximum de deux (2) heures** pour toutes interventions.

- 8.2 Le TITULAIRE permettra à tout moment à la PERSONNE PUBLIQUE le libre accès de tous les locaux renfermant les installations soumises à son Marché.

- 8.3 La mise en route et l'arrêt des installations seront étudiés conjointement par la PERSONNE PUBLIQUE et le TITULAIRE en fonction des conditions climatiques, de façon à satisfaire à tout moment aux conditions minimales énumérées à l'article 6 ci-avant.

Les installations étant en général en fonctionnement permanent, le TITULAIRE bénéficiera d'un délai maximum de douze (12) heures pour procéder aux opérations nécessaires à la mise en route ou à l'arrêt des installations à compter du moment où la PERSONNE PUBLIQUE aura notifié sa décision au TITULAIRE.

La PERSONNE PUBLIQUE aura la faculté de demander la mise en route ou l'arrêt de tout ou partie des installations.

- 8.4 Selon les dispositions du CCTG, le contrôle des compteurs servant de base à la facturation est à la charge du TITULAIRE, et à faire assurer dans le cadre d'un contrat de sous-traitance avec

le fabricant. Un certificat sera remis dans le cadre de la réunion d'exploitation annuelle.

8.5 L'ensemble des compteurs sera à relever par le TITULAIRE tous les mois au minimum, dans le but de contrôler leurs enregistrements. L'ensemble des relevés sera transmis à la PERSONNE PUBLIQUE dans le cadre de la pré-facturation.

8.6 Le TITULAIRE devra également un contrôle annuel de l'ensemble des points clef de l'installation, en température, pression, etc...Par point clef, il est entendu au titre du présent Marché, les paramètres de facturation et de conduite pour lesquels la mesure nécessite une précision et une fiabilité régulière, afin de prévenir toute dérive pouvant occasionner un dysfonctionnement.

Cet étalonnage et le contrôle annuel seront réalisés conformément à la norme NF X07-010 d'octobre 1986.

8.7 En complément au CCTG "Prestations d'exploitation comprises dans le prix P2", la fourniture des matières consommables suivantes est à la charge du TITULAIRE dans le cadre du présent Marché au titre du P2 :

- l'ensemble des filtres d'air,
- les fluides,
- les courroies des ventilateurs,
- les produits de traitement des eaux de chauffage (une analyse annuelle des eaux de chauffage devra être réalisée avec ajout de produit de traitement si nécessaire),
- les produits de traitement des eaux chaudes sanitaires,
- les matières fongibles (huile, graisse, solvants, etc...),
- les joints, raccords, etc...

8.8 Selon les dispositions du CCTG, si l'installation ou les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le TITULAIRE, dès qu'il en a connaissance, le signale par écrit à la PERSONNE PUBLIQUE qui accusera, par retour du courrier, réception des observations formulées par le TITULAIRE en indiquant le délai envisagé par elle pour effectuer la mise en conformité.

8.9 Le TITULAIRE devra utiliser les matériels et installations confiées à ses soins, selon les règles de l'art et les consignes Constructeurs.

Ses prestations d'entretien comportent plus particulièrement :

- la fourniture et le remplacement des matières consommables définies au paragraphe 8.7 ci-avant,
- le nettoyage des appareils utilisés et locaux mis à sa disposition, à l'exception des parties visibles des locaux habités et de la peinture de celles-ci : émetteurs de chaleur, etc...
- le démontage et le remontage de l'ensemble des bouches de soufflage et grilles d'extraction, en vue de leur nettoyage, à effectuer une (1) fois par an,
- la permutation mensuelle de fonctionnement des pompes,
- le graissage de l'ensemble des organes tournants,
- la manœuvre de maintenance de tous les organes de sectionnement et de sécurité (soupapes,

- alarmes, etc...),
- le calibrage des organes de commande, de régulation et de sécurité,
 - le réglage régulier de la combustion de l'ensemble des brûleurs,
 - le ramonage périodique des générateurs, de leurs carneaux et cheminées,
 - l'enlèvement des suies et leur élimination selon la réglementation en vigueur,
 - la mise en état de conservation des matériels à la fin de leur période de fonctionnement,
 - les interventions de surveillance et d'entretien préventif,
 - le réglage de la tension des courroies,
 - le réglage des régulations ou fractions d'installations, à la demande particulière de la PERSONNE PUBLIQUE,
 - le contrôle de l'ampérage des moteurs électriques,
 - le contrôle des vitesses de rotation des ventilateurs,
 - le nettoyage des filtres à huile,
 - les vidanges, nettoyage et recharge d'huile des carters,
 - le contrôle et la propreté des faisceaux tubulaires des évaporateurs et condenseurs, et détartrage éventuel,
 - la fourniture et la mise en œuvre des produits de traitements des eaux de chauffage et de l'eau chaude sanitaire
 - le nettoyage de l'ensemble des organes des centrales de traitement d'air,
 - la vérification, l'entretien et les remplacements nécessaires des joints, raccords, indicateurs de niveau, manomètres, thermomètres, thermostats, pressostats, etc...
 - le contrôle "de visu" des canalisations générales, leurs fixations, ancrages, branchement et accessoires,
 - le contrôle des disconnecteurs,
 - la manœuvre systématique de l'ensemble des vannes de sectionnement,
 - la réfection de tous les revêtements calorifuge ou non (peinture, protection mécanique, etc...),
 - les opérations annuelles de détartrage et de désinfection des organes terminaux de distribution d'eau sanitaire (mousseurs, pommes de douche, poussoirs, robinets complets si nécessaire...),
 - l'équilibrage des réseaux de chauffage et d'eau chaude sanitaire,
 - le nettoyage et le remplacement si nécessaire des consommables du système de filtration des fumées,
 - la gestion de l'évacuation et la destruction des cendres et résidus de combustion,
 - l'entretien de la soute et de ses équipements de transferts (y compris vérins et vis)
 - le nettoyage régulier de la chaufferie bois (au minimum un nettoyage complet par mois),
 - etc...

8.10 Certaines prestations pourront être sous-traitées à des Entreprises externes, du fait de leur spécificité et de l'obligation particulière y afférente.

Ce sont, en particulier :

- certains contrôles spécifiques,
- le contrôle des disconnecteurs,
- les contrôles réglementaires avec les contrôles ICPE
- les analyses légionellose
- les ramonages
- l'assistance technique pour la chaudière bois

Le TITULAIRE devra déclarer et faire agréer ses sous-traitants et reste responsable vis à vis de la PERSONNE PUBLIQUE de l'ensemble des prestations, même si elles sont sous-traitées, et devra "encadrer" les entreprises lors de leur intervention.

8.11 **Entretien dit d'été :**

Le Titulaire devra :

- une remise en peinture conventionnelle de l'ensemble des équipements thermiques de la chaufferie et des locaux techniques,
- la réfection des calorifugeages,
- la réfection de toutes les fuites constatées,
- la manœuvre de l'ensemble des vannes,
- le graissage de tous les presse-étoupes,
- le remplacement des thermomètres et manomètres défectueux
- le nettoyage complet des locaux techniques
- Entretien complet de la chaudière bois :
 - Ramonage à faire contrôler à la PERSONNE PUBLIQUE
 - Reprise du réfractaire
 - Changement des grilles racleuses
 - ...

et ce, chaque année au cours de la période de grand entretien d'été.

Par ailleurs, tous les équipements thermiques qui composent l'installation devront être en parfait état de marche ou remis en état avant le démarrage de la saison de chauffe suivante.

Les entretiens d'été devront être réalisés avant le 31 d'août.

Si les prestations énumérées ci-avant n'étaient pas conformes, le Titulaire s'exposerait à des pénalités selon l'article 9 du CCAP.

8.12 **Assistance technique chaudières Bois :**

Le Titulaire devra prendre à minima 2 fois (2021 et 2024) sur la durée du marché un contrat d'assistance technique du constructeur comprenant les prestations suivantes :

CLAPET RESERVOIR

- Contrôle fonctionnement
- Vérification des paliers et graissage
- Contrôle du vérin et circuit hydraulique
- Contrôle des sécurités

VIS D'INTRODUCTION

- Ouverture des capots et inspection générale vis et auget
- Vérification des paliers et graissage
- Vidange huile moto réducteur
- Dépoussiérage moteur

- Vérification plaque à bornes
- Contrôle des sécurités et alarmes

VIS VERTICALE DE TRANSFERT COMBUSTIBLE

- Ouverture des capots et inspection générale vis et auget
- Vérification des paliers et graissage
- Vidange huile moto réducteur
- Dépoussiérage moteur
- Vérification plaque à bornes
- Contrôle des sécurités et alarmes

VIS DE TRANSFERT COMBUSTIBLE

- Ouverture des capots et inspection générale vis et auget
- Vérification des paliers et graissage
- Vidange huile moto réducteur
- Dépoussiérage moteur
- Vérification plaque à bornes
- Contrôle des sécurités et alarmes

FOYER

- Inspection générale de l'intérieur du foyer
- Contrôle du plan de grille et remplacement des barreaux si nécessaire (fournitures non comprises)
- Contrôle du fonctionnement du plan de grille
- Contrôle des guidages et système de commande de la grille
- Contrôle des parois en béton réfractaire
- Contrôle des voûtes en béton réfractaire
- Contrôle des admissions d'air
- Contrôle des joints de porte
- Vérifier ou remplacer les verres des œilletons
- Contrôle des différents capteurs et sondes

CENTRALE HYDRAULIQUE GRILLE

- Vidange et remplacement de l'huile
- Remplacement filtre
- Nettoyage
- Contrôle des sécurités et alarmes
- Contrôle pression tarage
- Contrôle pression inversion Contrôle circuit hydraulique, vérins et flexibles

CHAUDIERE

- Inspection générale des parcours de fumées
- Contrôle des soupapes, purges, raccords
- Contrôle et nettoyage des différents capteurs et sondes Contrôle des joints de porte

VENTILATION D'AIR PRIMAIRE ET SECONDAIRE

- Inspection générale des ventilateurs, des conduits et différents registres
- Contrôle des turbines
- Contrôle de la vibration
- Graissage des paliers
- Dépoussiérage des moteurs
- Vérification des plaques à bornes
- Contrôle des servomoteurs
- Contrôle des sécurités et alarmes

DEPOUSSIÈREUR DE FUMÉES

- Inspection générale (coté entrée des fumées) Inspection trémie

EXTRACTEUR DE FUMÉES

- Inspection générale du ventilateur et conduit
- Vérification de la turbine
- Contrôle de la vibration
- Graissage
- Dépoussiérage du moteur
- Vérification de la plaque à bornes
- Contrôle des sécurités et alarmes

GAINES DE RACCORDEMENT

Contrôle du circuit de fumées

VIS A SUIES

- Contrôle graissage des paliers, Vidange huile motos réducteur, Dépoussiérage moteur
- Vérification plaques à bornes Contrôle des sécurités et alarmes

VIS A CENDRES

- Contrôle graissage des paliers, Vidange huile motos réducteur, Dépoussiérage moteur
- Vérification plaques à bornes Contrôle des sécurités et alarmes

ARMOIRE DE COMMANDE

- Dépoussiérage des appareillages
- Contrôle serrage des bornes
- Contrôle fonctionnement des commutateurs et autres organes de commande

MATERIEL DE REGULATION

- Contrôle et nettoyage des capteurs (température, dépression...)
- Test de l'aquastat à réarmement Nettoyage tuyau de dépression Contrôle sonde 02
- Remplacement du filtre céramique et des joints papier

- Calibrage de la sonde

MATERIELS DIVERS

- Retouches de peinture

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

- Fourniture d'un rapport d'état général de l'installation
- Proposition d'évolution du matériel en fonction des dernières innovations techniques

Copie à remettre à la PERSONNE PUBLIQUE

VIS DE TRANSFERT

- Ouverture capot et inspection générale vis et auget
- Vérification paliers et graissage
- Vidange huile moto réducteur
- Dépoussiérage moteur
- Vérification plaque à bornes
- Contrôle des sécurités et alarmes

ARTICLE 9 - PRESTATIONS DE GARANTIE TOTALE

Elle est conforme à la circulaire n° C 3.83 du Groupement d'Etude des Marchés de Chauffage et de Climatisation approuvée le 10 Février 1983 par la Section Technique de la Commission Centrale des Marchés (BOCC - BOSP n° 9 DU 02.06.1983) (brochure 5 602).

Elle s'applique à l'ensemble des installations de production et de distribution de chaleur (hors radiateurs et robinets de radiateurs), aux installations de production et distribution d'eau chaude sanitaire (hors point de puisage), aux installations de ventilation et climatisation, aux installations de traitement d'eau chaude sanitaire et aux installations de stockage et de transfert de combustible (bois).

Elle implique pour le TITULAIRE les obligations de résultats ci-après :

- garantir la permanence de fonctionnement et les performances des installations,
- assurer en permanence l'optimisation énergétique des sites,
- Assurer et proposer des améliorations continues des installations vis-à-vis de leur performance énergétique et environnementale,
- Lors de rénovation, le risque "légionellose" devra être pris en compte et des améliorations seront proposées à la PERSONNE PUBLIQUE,
- Garantir en permanence l'évolution par surveillance et contrôle des rendements des matériels et de la fiabilité des régulations des installations.
- Les recherches de fuite réseau et réparation avec Génie Civil

Au titre de la garantie totale, la PERSONNE PUBLIQUE aura à sa charge :

- le gros œuvre et les ouvrages de Génie Civil sauf réparation réseau,

- les cheminées, les éléments noyés

Le Titulaire est en conséquence tenu d'intervenir sur ces matériels, par des réparations, remplacements ou renouvellements immédiats en cas de nécessité ou préventifs, des matériels défectueux ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il exploite.

Les travaux d'entretien et de renouvellement nécessaires au maintien des matériels en bon état de fonctionnement, pendant toute la durée d'exécution du marché sont à la charge du Titulaire.

En conséquence, celui-ci s'engage à faire seul et intégralement son affaire de la maintenance en parfait état de service des installations techniques, objet du présent marché.

La garantie totale s'applique à la totalité des matériels de production, de distribution et d'émission (hors radiateurs et robinets) décrits ci-dessus liés directement ou indirectement au bon fonctionnement des installations sous contrat.

A ce titre le Titulaire :

- ↳ Fournira le personnel et le matériel nécessaires aux travaux d'entretien et de renouvellement quels qu'ils soient et que la clause de détérioration soit accidentelle ou due à l'usure normale, afin que les matériels techniques objet du présent marché, soient en bon état de fonctionnement et en parfait état de conservation, pendant toute la durée du marché,
- ↳ Est tenu de procéder à des remplacements ou réparations, ainsi qu'à la mise en route des installations, dans les plus courts délais d'exécution.
Il ne saurait, en particulier se prévaloir d'un retard quelconque, dans la livraison d'un matériel, pour échapper aux pénalités prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- ↳ S'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, l'installation qualitativement et quantitativement en état normal d'entretien de fonctionnement, sans qu'aucune grosse réparation soit nécessaire, et ce pendant un an,
- ↳ Reconnaît que les redevances afférentes à la garantie totale sont suffisantes pour lui permettre d'assurer cette charge.

Si à l'occasion des travaux de renouvellement, le Titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, il doit en aviser la PERSONNE PUBLIQUE, afin de lui permettre d'examiner l'intérêt qu'il pourrait y avoir, compte tenu de l'évolution de la technique mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du marché, mais également au-delà de la date de son expiration.

Le Titulaire conseille également à cette occasion la PERSONNE PUBLIQUE pour toutes les applications concernant les économies d'énergie et/ou les techniques nouvelles.

En fonction des solutions adoptées, la PERSONNE PUBLIQUE pourra soit participer aux dépenses

de renouvellement, soit convenir avec le Titulaire d'un aménagement de redevances, l'accord sera concrétisé par un Avenant.

Restent à la charge de la PERSONNE PUBLIQUE, au titre de la garantie totale les conséquences des cas définis à l'article FORCE MAJEURE et celles résultant d'une cause extérieure à l'installation, ainsi que tous les dommages réputés couverts par l'assurance de la PERSONNE PUBLIQUE.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement les ouvrages pris en charge.

En conséquence, dans le cadre de la garantie totale, il renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel ou de l'exécution des travaux.

A cet effet, la PERSONNE PUBLIQUE délègue au Titulaire, tout droit de recours qu'il pourrait détenir à l'encontre des installateurs et fournisseurs de matériels.

Dans le cadre d'installation sous garantie de celui qui l'a réalisée, la PERSONNE PUBLIQUE pourra éventuellement déléguer au Titulaire, tout droit de recours découlant de cette garantie.

Le Titulaire ne peut se prévaloir d'une insuffisance de provision pour respecter ses engagements, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit.

Mise à jour inventaires

A la fin de chaque saison de chauffe, le Titulaire devra mettre à jour les listes de matériel et les transmettre à la PERSONNE PUBLIQUE un mois avant le Bilan annuel.

ARTICLE 10 – PRESTATIONS « LEGIONNELOSE »

10.1 Généralités :

En ce qui concerne les prestations liées aux risques « légionellose », le TITULAIRE s'engage à :

- réaliser toutes les prestations nécessaires pour limiter les risques « légionellose »,
- de réaliser les contrôles réglementaires et en particulier le contrôle des clapets EA et des disconnecteurs,
- traiter les installations préventivement si les installations le permettent,
- respecter les dispositions en vigueur et notamment les dispositions locales,
- dans le cadre de travaux de rénovation au titre de la garantie totale, faire évoluer les installations pour réduire le risque lorsque cela est possible.

10.2 Interventions préventives :

Au titre du marché, le TITULAIRE assurera les opérations de maintenance préventive pour limiter le risque « légionellose » et en particulier :

- le détartrage et la désinfection des ballons de production d'eau chaude sanitaire,
- la purge des ballons,

- le nettoyage des filtres sur l'arrivée d'eau,
- le nettoyage et la désinfection des adoucisseurs et des installations de traitement,
- le nettoyage et la désinfection des filtres, clapets et injecteurs,
- le traitement préventif des installations quand les installations existent
- le contrôle annuel des manchettes témoins.

Cette liste n'est pas limitative et devra être adaptée par avenant en cas d'évolution du risque ou de la législation.

10.3 Analyses :

Le TITULAIRE assurera les analyses « légionellose » 1 fois par an, selon les normes sanitaires en vigueur.

Les prélèvements sont effectués selon un protocole établi et les échantillons sont analysés selon la norme NFT 90481 de Novembre 1993.

En cas d'analyse positive, le TITULAIRE en avisera immédiatement la PERSONNE PUBLIQUE. Dans ce cas, le TITULAIRE assurera les contres analyses nécessaires et les traitements curatifs jusqu'à l'obtention de la conformité.

Le TITULAIRE assurera les analyses physico-chimiques sur le réseau d'eau chaude sanitaire selon les normes en vigueur. Il devra réaliser en particulier les mesures suivantes :

- analyse physico-chimique complète (1 fois par an),
- TH adoucisseur (3 fois/an),
- PO_4^{3-} SiO_4^{2-} en amont du filmogène (1 fois par an),
- PO_4^{3-} SiO_4^{2-} en retour de boucle (1 fois par mois),
- Cl^- et Na^+ en aval de l'adoucisseur (4 fois par an),

10.4 Suivi :

Le TITULAIRE fournira et tiendra à jour un carnet sanitaire pour toutes les installations intégrant une production d'eau chaude sanitaire alimentant des douches collectives. Ce carnet sera laissé en permanence à proximité et comportera au minimum les informations suivantes :

- les résultats des mesures de température,
- les résultats des mesures physico-chimiques et toutes mesures permettant de garantir une bonne qualité de fourniture,
- les dates de vérifications des clapets de type EA
- les résultats des analyses « légionnelles »,
- les résultats des analyses des manchettes témoins,
- la mise à jour des schémas des réseaux (affichage en chaufferie),

- les opérations de maintenance réalisées et en particulier les détartrages et désinfections,
- les relevés des compteurs,
- un bilan des produits de traitement consommés et réglages réalisés (3 fois par an),

10.5 Travaux :

Au titre du poste P3, le TITULAIRE proposera des évolutions des installations pour limiter le risque « légionellose ». Il conseille également la PERSONNE PUBLIQUE lors de travaux de rénovation ou d'extension.

ARTICLE 12 – TELESURVEILLANCE/TELEGESTION

Pour les installations existantes

Le TITULAIRE prend à sa charge le coût de raccordement, d'exploitation (y compris les frais téléphoniques de raccordement et de fonctionnement), de réparation et de fonctionnement pendant toute la durée du marché.

Le matériel transmettra les alarmes via un PC de télésurveillance disponible 24h/24.

La PERSONNE PUBLIQUE devra avoir accès en visu à la télégestion.

Pour les installations éventuelles que le TITULAIRE souhaiterait mettre en place

Pour assurer ses obligations contractuelles, le TITULAIRE pourra s'il le souhaite installer à ses frais des télésurveillances ou des télégestions des installations.

Le matériel sera au standard du marché et standardisé pour toutes les installations.

Le matériel transmettra les alarmes via un PC de télésurveillance disponible 24h/24.

Le TITULAIRE prendra à sa charge le coût de raccordement, d'exploitation (y compris les frais téléphoniques de raccordement et de fonctionnement), de réparation et de fonctionnement pendant toute la durée du marché.

En fin de contrat, les installations resteront la propriété de la PERSONNE PUBLIQUE.

ARTICLE 13 – PRESENCE DU RESEAU DE CHALEUR

En application des lois et règlements sur les déclarations de travaux et déclarations d'intention de commencement de travaux (DT-DICT), le réseau de chaleur doit être recensé sur le site internet dédié « 'ineris ».

Le TITULAIRE prendra la responsabilité de recenser sur ledit site internet l'ensemble du linéaire du réseau ainsi que tous les éléments techniques qui y figurent (vannes, section, branchements, etc ...) dans les conditions de précision cartographique en vigueur.

Le TITULAIRE devra déclarer sur ce même site tous travaux relevant de sa compétence sur le réseau dans les conditions requises par les textes.

La PERSONNE PUBLIQUE pourra apporter assistance au TITULAIRE dans la satisfaction de ces missions e lui fournissant les plans et schémas d'existant nécessaires.